



PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale des territoires

Service eau, environnement et forêt

Affaire suivie par Dominique FROMAGE
Téléphone 02.38.52.47.98
Courriel dominique.fromage@loiret.gouv.fr
Référence DF/DR (21/07/17) n° 497



COURRIER REÇU LE
27 JUL. 2017
VILLE BEAUGENCY

RECEPISSE DE DECLARATION
concernant la création d'un nouveau forage d'alimentation en eau potable
Commune de BEAUGENCY

Dossier n° 45-2017-00089

Le Préfet du Loiret
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I et le Titre I du Livre II ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié, relatif à l'exercice de la police de l'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les services de l'État dans le domaine de la police de l'eau et de la gestion de l'eau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Benjamin BEAUSSANT, Directeur départemental des territoires du Loiret ;

Vu l'arrêté du Directeur départemental des territoires du Loiret en date du 12 juillet 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires du Loiret ;

Vu le SDAGE du Bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

Vu le SAGE Nappe de Beauce et des Milieux Aquatiques Associés en date du 11 juin 2013 ;

Vu la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 20 juillet 2017, présentée par la Ville de Beaugency, enregistrée sous le n° 45-2017-00089 et relative à la création d'un nouveau forage d'alimentation en eau potable ;

donne récépissé à :

Ville de Beaugency
Direction des Services Techniques
20 rue du Change
45190 BEAUGENCY

de sa déclaration concernant la création d'un nouveau forage d'alimentation en eau potable dont la réalisation est prévue sur la commune de Beaugency.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernées sont les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondants</i>
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau : Déclaration	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans le(s) arrêté(s) ministériel(s) dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est (sont) joint(s) au présent récépissé.

Le déclarant ne pourra débuter les travaux qu'à l'issue de deux mois, à compter de la date de réception du dossier à la Direction départementale des territoires (20 juillet 2017), correspondant au délai accordé au Préfet pour s'opposer à leur réalisation, conformément à l'article R.214-35 du Code de l'Environnement

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

Lorsque le dossier est incomplet ou irrégulier, si le déclarant ne produit pas l'ensemble des pièces requises dans le délai qui lui a été imparti, l'opération soumise à déclaration fait l'objet d'une décision d'opposition tacite à l'expiration dudit délai.

Lorsque des prescriptions particulières sont envisagées, un nouveau délai de deux mois court à compter de la réception de la réponse du déclarant ou, à défaut, à compter de l'expiration du délai qui lui a été imparti.

Si, dans le même délai, le déclarant demande la modification des prescriptions applicables à l'installation, un nouveau délai de deux mois court à compter de l'accusé de réception de la demande par le préfet.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de la commune de Beaugency où l'(es) opération(s) doit(vent) être réalisée(s), pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et, le cas échéant, à la Commission Locale de l'Eau (CLE) concernée pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Loiret durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de votre part, dans un délai de deux mois selon les conditions définies à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative et par les tiers dans un délai de quatre mois, dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement à compter de la date d'affichage à la mairie de Beaugency. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-51 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En cas de cessation définitive ou pour une période supérieure à 2 ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration, vous-même (en tant qu'exploitant) ou à défaut le propriétaire, devra en faire la déclaration en préfecture dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de 2 ans ou le changement d'affectation. De même, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration de cession dans un délai de 3 mois (article R.214-45 du Code de l'Environnement) en préfecture. Il sera donné acte de cette déclaration.

Ces déclarations doivent être adressées sous le timbre "Direction départementale des territoires – Service eau, environnement et forêt", à l'aide des imprimés ci-joints.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Orléans, le 24 JUIL. 2017

Le chef du service eau, environnement et forêt,

Jean-François CHAUVET

Copie transmise pour information à :

- ☐ M. le Maire de Beaugency
- ☐ Commission Locale de l'Eau du SAGE Nappe de Beauce et des Milieux Aquatiques Associés
- ☐ Agence de l'Eau Loire-Bretagne – Délégation Centre Loire
Avenue de Buffon B.P. 6339 - 45063 ORLEANS CEDEX 02
- ☐ B.R.G.M. 3 avenue Claude Guillemin B.P. 36009 45060 ORLEANS CEDEX 02

ⁱ - Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur police de l'eau indiqué ci-dessus ou un e-mail à :

- daniele.rouet@loiret.gouv.fr

A retourner à :

Préfecture du Loiret
Direction départementale des territoires
Service eau, environnement et forêt
181, rue de Bourgogne
45042 Orléans cedex 1

LEGISLATION SUR L'EAU

Code de l'Environnement,
notamment le Titre I du Livre II

A l'attention de M. FROMAGE

DECLARATION DE MISE EN FONCTIONNEMENT

JE SOUSSIGNÉ : M
Maire de la COMMUNE DE BEAUGENCY

20 rue du Change - 45190

exploitant à : BEAUGENCY

un ouvrage dont l'activité relève de la législation sur l'eau (forage d'alimentation en eau potable)

faisant l'objet d'un **récépissé de déclaration délivré le 24 juillet 2017 par le Préfet du Loiret**
(dossier n° 45-2015-00089)

DÉCLARE que le **forage de prélèvement pour l'alimentation en eau potable** situé à
BEAUGENCY fonctionne depuis le

A

le

(signature)

A RETOURNER À :

PREFECTURE DU LOIRET
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE EAU ENVIRONNEMENT ET FORET
181, RUE DE BOURGOGNE - 45042 ORLEANS CEDEX 1

LEGISLATION SUR L'EAU

CODE DE L'ENVIRONNEMENT
NOTAMMENT LE TITRE I DU LIVRE II
PARTIE RÉGLEMENTAIRE
ARTICLE R.214-45

DECLARATION DE CESSION d'une installation ou d'un ouvrage

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ANCIEN PROPRIÉTAIRE/EXPLOITANT

NOM : **PRENOM :**

RAISON SOCIALE : COMMUNE DE BEAUGENCY.....

ADRESSE : 20 rue du Change – 45190 BEAUGENCY.....

tél. fixe :/...../...../...../..... **portable :**/...../...../...../.....

e.mail :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU NOUVEAU PROPRIÉTAIRE/EXPLOITANT

NOM : **PRENOM :**

RAISON SOCIALE :

QUALITE DU SIGNATAIRE de la présente déclaration :

ADRESSE :

tél. fixe :/...../...../...../..... **portable :**/...../...../...../.....

e.mail :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OUVRAGE

➔ **N° d'enregistrement à la Préfecture :** n° 45-2017-00089 du 24 JUIL. 2017

➔ **Emplacement de l'ouvrage :** ■ Commune : BEAUGENCY

■ Lieu-dit :

➔ **Date de la prise de possession :**/...../.....

➔ **Désignation des activités :**

Extrait de l'Article R.214-45 du Code de l'Environnement

⇒ Cession : Lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne (...) le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

⇒ Cessation : La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans (...) fait l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

Date
Signature ancien exploitant

Date
Signature nouvel exploitant

A retourner à : M. FROMAGE
Préfecture du Loiret
Direction départementale des territoires
service eau, environnement et forêt
181, rue de Bourgogne
45042 Orléans Cedex 1

LEGISLATION SUR L'EAU

Code de l'Environnement,
notamment le Titre I du Livre II
partie réglementaire
article R.214-45

DECLARATION DE CESSATION D'ACTIVITE

JE SOUSSIGNÉ : M
Maire de la COMMUNE DE BEAUGENCY

20 rue du Change - 45190

exploitant à : BEAUGENCY - 45190

un ouvrage dont l'activité relève de la législation sur l'eau (forage d'alimentation en eau potable)

faisant l'objet d'un **récépissé de déclaration délivré le 24 juillet 2017**
par le **Préfet du Loiret, sous le n° 45-2017-00089**

DÉCLARE que l'exploitation de l'ouvrage a cessé définitivement en date du

Article R.214-45 du Code de l'Environnement :

- ➡ La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation doit être notifiée au Préfet dans le délai d'un mois.

A

le

(signature)